



Commerce extérieur : « La France est toujours attractive mais les réformes doivent se poursuivre » (Gilles Bonnenfant, CCE)

ENTRETIEN - Photographie d'une certaine perception de l'Hexagone vu d'ailleurs, l'indice d'attractivité publié par les conseillers du commerce extérieur de la France (CCE) s'établit à 60% pour 2024, soit au même niveau que 2017. Une capacité à attirer les investisseurs qui n'est pas en danger, indique à La Tribune le président de la commission attractivité, Gilles Bonnenfant, mais qui s'en trouverait renforcée par la poursuite de réformes, dont celle visant la simplification administrative. La France, par ailleurs, grignote l'écart la séparant de l'Allemagne.

LA TRIBUNE - Les conseillers du commerce extérieur de la France viennent de publier le rapport sur l'indice d'attractivité de la France. Un indice qui est le résultat de la consultation de 1.600 chefs d'entreprise répartis dans le monde et qui s'établit à 60, soit le niveau de 2017. Est-ce que cela signifie que la France est moins attractive ?

GILLES BONNENFANT - La France n'est pas moins attractive. Notre pays continue d'être attractif, mais ce que pointent les conseillers du commerce extérieur de la France, c'est qu'il est important, voire nécessaire, que les réformes engagées - et dont certaines sont dans les tuyaux - se poursuivent. Cet indice n'est pas négatif, il pointe seulement ce qui doit être amélioré pour que la capacité à attirer des capitaux étrangers soit renforcée, plus efficaces vis-à-vis des investisseurs.

Les réformes qui ont été conduites ont été reconnues par les investisseurs, cela se mesure avec la place de notre pays sur la plus haute marche du podium pour ce qui est des projets d'investissements envisagés. Certes, cet indice qui existe depuis dix ans, retrouve les mêmes valeurs qu'en 2017, mais le contenu est différent. En 2017, c'étaient des valeurs immatérielles qui portaient l'indice à 60.

Aujourd'hui, ce qui fait que l'indice est à 60, c'est que des valeurs de fond, de réformes, ont remonté la pente. Depuis deux ans, les valeurs matérielles subissent un contre-coup. Le plus important contre-coup que nous avons eu l'an dernier était lié au coût et à l'approvisionnement énergétique et le plus important contre-coup que nous vivons cette année est lié à la sécurité des personnes. Ce n'est pas un sujet qui a un impact sur les investisseurs - ce qui les intéresse ce sont les réformes - mais on ne peut pas dire que l'ambiance générale ne pose pas des questions. Est-ce que l'attractivité de la France est en danger ? Non. Avons-nous du travail à faire pour améliorer l'image de la France ? Oui.

Lire aussi Attractivité : les pistes chocs d'un rapport pour doper l'implantation des ETI et des PME (lien : <https://www.la Tribune.fr/entreprises-finance/attractivite-les-pistes-chocs-d-un-rapport-pour-doper-l-implantation-des-eti-et-des-pme-985406.html>)

Une campagne, nommée « Make it iconic » a été lancée en novembre dernier par le gouvernement français dans la lignée de Choose France, avec l'objectif d'exporter un « état d'esprit français ». Une façon de participer à l'attractivité

de la France ?

« Make it iconic » est une campagne qui a été lancée dans six pays prioritaires (Allemagne, Emirats Arabes Unis, Canada, Etats-Unis, Inde, NDLR) et son impact est compris entre 86% et 100%. Ce qui prouve que cette campagne était nécessaire et ses résultats sont positifs. Nous avons les assets nécessaires, indispensables, il faut les aligner ensemble.

Le rapport fait état de l'écart qui se resserre avec l'Allemagne. Or, la France se compare, ou est souvent comparée, à l'Allemagne. C'est donc une bonne nouvelle ?

Cela fait des années que la France se situe derrière l'Allemagne. Or l'Allemagne perd 23 points par rapport à la France. Cela démontre que nous avons des valeurs de fond reconnues dans tous les pays.

Les réformes, vous l'avez souligné, sont regardées attentivement et demandées par les investisseurs. Quelles réformes doivent prioritairement être engagées ?

Toutes les mesures lancées autour de France 2030, de la décarbonation, sont perçues de manière extrêmement positive. C'est un encourage-

ment à poursuivre ce qui a été engagé. L'alerte se situe davantage sur l'attractivité naturelle de la France, qui perd quelques points car, sur certains sujets, vu de l'étranger, notre pays s'est un peu abîmé, notamment en matière de sécurité. L'attractivité de la France va bien, il faut simplement considérer les points à améliorer. Quand on a la chance d'avoir la vision de 1.600 conseillers du commerce extérieur présents dans divers pays, on prend cela comme une information utile. Cela nous permet de capter, de comprendre ce qui se dit dans le monde sur la France et donc d'être plus opérants.

Lire aussi Investissements : près de deux tiers des entreprises inquiètes pour l'hiver (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/investissements-pres-de-deux-tiers-des-entreprises-inquietes-pour-l-hiver-981787.html>)

Et donc, les réformes attendues

sont...

Ce sont des réformes pour davantage de simplification. Un sujet sur lequel le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, s'est penché. Bercy a annoncé une série de mesures dans ce sens. L'autre réforme attendue est celle qui concerne la baisse des impôts de production.

Les autres pays sont, eux aussi, actifs en matière d'attractivité...

En effet, notre rapport le montre aussi, l'Espagne bouge. Et cette dernière a pris deux grandes réformes, une réforme de simplification et une réforme sur le manufacturier. Nous devons donc également être vigilants face aux pays qui eux aussi, déploient des stratégies d'attractivité. 2024 devrait être l'année de la France, nous avons les moyens, vu les réformes prévues qu'elle le soit. À nous de concentrer tous nos efforts pour qu'elle le soit aussi sur l'image du

pays. La campagne « make it iconic » ne pourra qu'amplifier ce qui est parfois un peu décrié, en particulier dans les médias à l'étranger. Les conseillers du commerce extérieur de la France ne jugent pas mais identifient les problématiques que rencontrent notre pays en matière d'attractivité. Certes, nous appuyons peut-être là où c'est sensible, mais nous nous devons d'avoir un regard objectif. ■



Gilles Bonnenfant, le président de la commission attractivité.

par Laurence Bottero



Investissements : pourquoi la France attire moins les Américains et les Asiatiques

En dépit des efforts du gouvernement et les récentes réformes, notre pays perd du terrain, selon le dernier baromètre de l'attractivité. Plusieurs raisons l'expliquent.

Chaque année à la même époque sort l'indice d'attractivité du territoire des conseillers du commerce extérieur de la France, avec le soutien d'Eurogroup Consulting. Gilles Bonnenfant, président de la commission « promotion de l'attractivité du territoire » des conseillers du commerce extérieur et, par ailleurs, président de ce cabinet de conseil, dévoile au Point, en avant-première les principaux enseignements de la onzième édition de ce baromètre pour lequel 1 600 investisseurs ont été interrogés, dont environ 1 300 étrangers.

Il en ressort principalement qu'en dépit des récentes réformes et des efforts de communication déployés par le plus haut niveau de l'État sous la présidence d'Emmanuel Macron, la France voit son attractivité baisser aux yeux des investisseurs.

Le Point : Pour la deuxième année d'affilée, l'indice d'attractivité du territoire de la France est en baisse, au point de retrouver le niveau de 2017, ce qui nous place derrière l'Allemagne, mais aussi derrière l'Espagne. Comment l'expliquer ?

Gilles Bonnenfant : Il y a un paradoxe. Sur la plupart des critères où elle était historiquement mal notée, comme le coût de la main-d'œuvre, les charges administratives ou la flexibilité du travail, la France progresse dans notre baromètre depuis 2017. Mais sur les critères immatériels (sûreté des personnes, qualité de vie, environnement culturel...) sur lesquels la France était historiquement bien placée, elle recule. Notre pays a récemment lancé une campagne de communication « Make It Iconic » dans cinq pays tests (Allemagne, Canada, Émirats arabes unis, Inde, États-Unis). Son score d'approbation est de plus de 80 %, donc c'est un succès !

Il faut continuer à la déployer, sur le modèle de ce qu'ont fait d'autres pays, comme le Royaume-Uni. Mais, au-delà de la communication, notre attractivité baisse auprès des investisseurs américains qui bénéficient de la dynamique de croissance des États-Unis, et de l'Inflation Reduction Act (IRA) lancé par le président Joe Biden. Et elle baisse aussi auprès des investisseurs asiatiques qui, bien qu'ils notent des améliorations, trouvent toujours notre Code du travail trop complexe et notre fiscalité trop lourde.

L'indice de la sûreté des personnes est en chute libre (- 11,8 points) pour atteindre le plus bas niveau constaté depuis 2015. Est-ce à dire que les étrangers ne se sentent plus en sécurité quand ils viennent faire des affaires chez nous ?

Malheureusement, notre pays, comme l'Allemagne, la Belgique ou l'Angleterre, a vécu un certain nombre d'attentats et cela n'a pas échappé aux investisseurs étrangers que nous avons sollicités. Nombre d'entre eux habitent dans des pays où la sûreté des personnes est garantie par des lois très strictes. En Asie par exemple, les vidéos d'influenceurs sur YouTube qui se sont fait voler leurs smartphones au Trocadéro pendant qu'ils étaient en train de se filmer ont été beaucoup vues. Ce sont des vidéos virales qui nuisent à notre image.

Globalement, l'Europe entière baisse en attractivité.

Dimanche 28 janvier, des militants écologistes ont aspergé La Joconde de soupe . Là aussi, les images ont beaucoup circulé. À Bangkok, où je me trouvais, mes interlocuteurs ne comprenaient pas pourquoi les agents de sécurité du musée du Louvre n'ont pas immédiatement arrêté ces militants. Chez eux, cela aurait été plus expéditif. Toutefois, à la question : est-ce que les mouvements sociaux de type Gilets jaunes ont un impact sur les investissements ?, la majorité de nos sondés répond par la négative. Le plus important à leurs yeux, c'est que la France fasse des réformes et qu'elle les tienne dans le temps.

Justement, la France fait-elle assez de réformes ?

Oui, la France a fait de nombreuses réformes. Et nos sondés le saluent. Cependant, la cible bouge, car les pays européens comparables font eux aussi des réformes. On peut comprendre que le gouvernement ait voulu faire une pause dans la baisse des impôts de production compte tenu de l'endettement du pays, mais du point de vue des investisseurs français et étrangers, il faut absolument poursuivre cette baisse, car la France n'est pas assez compétitive sur ce point par rapport à nos voisins.

Il va falloir continuer à réduire notre fiscalité. Là, nous sommes encore hors compétition.

Il faut toujours avoir à l'esprit les efforts que font les pays comparables. Par exemple, si l'Espagne a progressé, jusqu'à passer devant nous dans le classement, c'est parce qu'elle a beaucoup avancé sur la simplification administrative et les coûts de production y sont moins élevés. À nous de faire de même ! Et si l'Allemagne perd 23 points cette année, elle reste à la première place.

Donc il faut tenter de comprendre pourquoi. Globalement, l'Europe entière baisse en attractivité du point de vue des investisseurs américains et asiatiques. Notamment du fait de l'IRA, qui nous fait très mal, et des investissements en augmentation vers les pays très dynamiques de l'Asie du Sud-Est, comme le Vietnam, Singapour et la Thaïlande.

La qualité de vie et l'environnement culturel sont deux autres critères en baisse alors qu'ils étaient, dans le passé récent, des marqueurs positifs pour l'Hexagone. Comment l'expliquer ?

Vu de l'Asie, l'accueil dans nos aéroports, nos hôtels et nos restaurants n'est pas satisfaisant. Selon de nombreuses études, il s'est même dégradé. L'année 2024 sera très importante compte tenu du nombre d'événements que la France va accueillir, dont les Jeux olympiques. Il va falloir continuer à améliorer la qualité d'accueil et la promotion de notre pays. Cela dit, il faut rester positif.

Certains avaient prédit que la Coupe du monde de rugby serait une catastrophe. Or elle s'est très bien passée. D'autres s'étaient imaginés que la restauration de Notre-Dame de Paris ne serait pas faite dans les temps. Ils ont eu tort.

La fiscalité est un critère important pour les investisseurs. Qu'attendent-ils de notre pays en la matière ?

Oui, c'est un élément essentiel pour les investisseurs étrangers mais aussi pour les Français. Il va falloir continuer à réduire notre fiscalité. Là, nous sommes encore hors compétition. Notamment sur les impôts de production. Pour qu'elle soit pleinement réussie, la réindustrialisation de la France devra être une réindustrialisation innovante et non de rattrapage. Il faudra qu'elle touche tous les territoires en irriguant les PME et les entreprises de taille intermédiaires, qu'elle soit bas carbone et que les règles du jeu permettent à notre industrie de rester compétitive.

Près de 20 % de vos sondés estiment que la nouvelle réglementation zéro artificialisation des sols aura un impact négatif...

Quand vous avez décidé d'investir, il faut du terrain, des logements et du transport. Et cela, partout sur le territoire. Or, nous avons des lourdeurs administratives qui sont des freins. La « zéro artificialisation nette des sols » en fait partie. Et d'ailleurs, certains présidents de région s'en sont plaints. L'accès au foncier est un vrai sujet. Il faut trouver une logique d'application qui soit plus pragmatique. Sans cela, on ne pourra pas favoriser la production de proximité. Or, c'est la production de proximité qui permet de réduire l'empreinte carbone.

Seuls 45 % des sondés estiment que les réformes de l'Assurance chômage et des retraites ont un impact positif sur l'attractivité du territoire...

Pour nos répondants étrangers, qui sont majoritaires sur l'ensemble du questionnaire – environ 1 300 sur 1 600 –, les réformes du marché de l'emploi et de l'âge du départ à la retraite n'auraient pas dû être un sujet aussi complexe. Ils n'ont pas compris les blocages qu'elles ont suscités. À leurs yeux, ces mesures paraissent normales et naturelles puisqu'ils ont tous des règles plus contraignantes chez eux.



https://static.lpnt.fr/images/2024/02/06/26011975lpw-26012017-mega-une-jpg_10098544.jpg

Le président Emmanuel Macron et le directeur général de Business France Pas-

cal Cagni, lors de la réception « Make it Iconic » organisée en marge du Forum économique mondial à Davos (Suisse), le 17 janvier 2024. © Ludovic Marin/ Abaca

par François Miguet



Attractivité de la France : " nous avons baissé la garde sur nos points forts "

D'après l'enquête annuelle des conseillers du commerce extérieur, l'image du pays auprès des investisseurs étrangers s'étirole. Elle retrouve son niveau de 2017, quand Emmanuel Macron l'avait pourtant érigée en grande cause nationale.

La première édition avait marqué les esprits : 140 patrons venus du monde entier, une quinzaine de ministres sur le pont, dont le Premier d'entre eux, Edouard Philippe. Et pour clore la journée, un discours d'Emmanuel Macron sous les ors du Château de Versailles, avant un dîner de gala dans la galerie des Batailles. La convention Choose France, orchestrée début 2018, se voulait l'acte fondateur d'une nouvelle romance avec les investisseurs étrangers. Cinq autres sommets ont suivi, déroulant le même tapis rouge aux multinationales en quête d'un point de chute européen. La magie a opéré un temps. Avant qu'une forme de routine ne s'installe, comme le montre l'indice 2024 de l'attractivité du territoire, dévoilé le 6 février.

Pour établir ce baromètre, près de 1 600 conseillers du commerce extérieur (CCE) - des chefs d'entreprise français installés à l'étranger - ont évalué, entre mi-décembre et mi-janvier, la perception qu'ont les investisseurs potentiels des charmes de l'Hexagone, selon douze critères.

Premier enseignement : la note globale de la France, 60/100, est en baisse de 4 points par rapport à l'an dernier et retrouve son étiage de 2017. "Nous avons progressé depuis quelques années sur nos points faibles traditionnels : le coût de la main-d'œuvre, les charges administratives ou la flexibilité du travail, rappelle Gilles Bonnenfant, le président de la Commission attractivité des CCE. En revanche, nous avons baissé la garde sur nos points forts, comme la culture, la qualité des infrastructures ou le cadre de vie. Cette édition 2024 sonne comme un rappel à l'ordre : rien n'est jamais acquis, le monde bouge autour de nous."

L'énergie plébiscitée, la sécurité critiquée

Aux deux extrémités de l'indice, l'environnement culturel est crédité d'un robuste 87,5/100, la fiscalité d'un modeste 26,3/100. Mais le premier enregistre une chute de 4,5 points quand la seconde limite la casse, à - 1,1 point. Un seul critère gagne du terrain cette année, l'approvisionnement énergétique et le coût de l'énergie, avec une note de 62,5/100, en hausse de 8,8 points. Le nucléaire est un diamant national qui n'a pas fini de faire des envieux... pour peu qu'on le polisse comme il se doit.

De police, il est aussi question dans cette enquête. Et pas en bien : la note relative à la sûreté des personnes dégringole de 11,8 points, à 56/100, soit le plus faible score depuis la création de l'indice en 2015. "Les différents mouvements sociaux de l'année 2023 ont pu jouer un rôle négatif dans la perception de la France depuis l'étranger", note fort diplomatiquement le rapport des CCE, placés sous la double tutelle de Bercy et du Quai d'Orsay. Avant d'admettre, quelques lignes plus bas, que "ces événements ne peuvent expliquer en totali-

té les inquiétudes autour de ce critère."

Gilles Bonnenfant pointe d'autres raisons : "la menace terroriste qui plane toujours en France, les émeutes en banlieue de l'été dernier. Et ces faits divers, parfois dérisoires, mais qui sont abondamment relayés sur les réseaux sociaux. Je reviens de Bangkok, où j'ai rencontré de nombreux dirigeants locaux. Ils m'ont tous parlé de la Joconde aspergée de soupe..."



[https://www.lexpress.fr/resizer/Tond5YzN_7YCrSSbcY_riyS-SdE=/1200x630/filters:focal\(1178x543:1188x553\)/cloudfront-eu-central-1.images.arcpublishing.com/lexpress/5AR46RUDOJAG7KKGLXYMZAHALI.jpg](https://www.lexpress.fr/resizer/Tond5YzN_7YCrSSbcY_riyS-SdE=/1200x630/filters:focal(1178x543:1188x553)/cloudfront-eu-central-1.images.arcpublishing.com/lexpress/5AR46RUDOJAG7KKGLXYMZAHALI.jpg)

Emmanuel Macron avec le PDG du groupe taïwanais Prologium, Vincent Yang, lors de l'édition 2022 de "Choose France" au château de Versailles, le 11 juillet 2022. [afp.com/Ludovic MARIN](https://www.afp.com/Ludovic%20MARIN)

par Arnaud Bouillin



Les problèmes de sécurité rejaillissent sur l'attractivité de la France

Lors de sa déclaration de politique générale mardi dernier, Gabriel Attal a vanté les vertus du macronisme, expliquant que . Le tableau est-il si rose pour autant ? L'image de marque de la France connaît en réalité une dégradation, si on en croit des spécialistes du commerce extérieur.

L'indice d'attractivité du territoire 2024 publié ce mardi par le réseau des conseillers du commerce extérieur (CCE) continue sa tendance baissière entamée en 2020 quand il avait culminé à 65, et retrouve même à 60 son niveau de 2017, celui de l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. La faute notamment à des inquiétudes grandissantes autour de la sécurité, si on en croit les résultats de ce sondage réalisé auprès de 4.300 dirigeants et chefs d'entreprise spécialistes de l'international - près de 1.600 ont répondu -, et présents dans plus de 152 pays.

Symboles forts

, insiste Gilles Bonnenfant, président de la commission attractivité de la France des CCE.

Cet indice est en effet construit autour d'une douzaine de critères. Ceux-ci sont quasiment tous en baisse cette année, à l'exception de l'approvisionnement et du coût énergétique - mais il s'agit avant tout d'un rebond après l'effondrement constaté l'année précédente en pleine crise de l'énergie.

A la hausse après les réformes lancées par le chef de l'Etat, les critères sur lesquels la France était traditionnellement en difficulté (fiscalité, flexibilité du travail, charges administratives) connaissent un léger effritement, mais résistent bien comparés à d'autres. relève Gilles Bonnenfant. Pour d'autres, c'est donc la soupe à la grimace. Le point fort français (l'environnement culturel) est en recul de 4,5 points (à 87,5), de même que le critère de la qualité de vie (-5,5) et la sécurité juridique (-3,9). C'est surtout la sûreté des personnes qui connaît une dégringolade de 11,8 points.

, alerte Gilles Bonnenfant. Celui-ci met en avant des symboles forts qui marquent les esprits, comme l'assassinat de Dominique Bernard à Arras en octobre dernier.

, ajoute-t-il. Ceci explique notamment que l'Asie-Pacifique - où le critère de la sécurité est important - soit la zone où l'indice d'attractivité française est le plus bas à 57, suivi par l'Amérique du Nord (58). L'image de marque est meilleure en Afrique et en Amérique du Sud (à 62).

Pour remonter la pente, ces experts du commerce extérieur appellent donc à porter une attention particulière à ces critères immatériels. , avance Gilles Bonnenfant. De ce point de vue, il insiste sur la nécessité de généraliser la campagne de promotion « Make it iconic » lancée dans six pays avec de très

bons résultats. continuation de la baisse des impôts de production , soulign-
t-il.

Renaud Honoré

par Renaud Honoré



Les problèmes de sécurité rejaillissent sur l'attractivité de la France

- L'indice d'attractivité du territoire 2024, publié ce mardi par le réseau des conseillers du commerce extérieur sur la base d'un sondage, poursuit sa baisse entamée en 2020 et retrouve le point bas de 2017.
- Tous les critères reculent, mais particulièrement celui sur la sûreté des personnes.

INVESTISSEMENT

Renaud Honoré

Lors de sa déclaration de politique générale mardi dernier, Gabriel Attal a vanté les vertus du macronisme, expliquant que « pour la cinquième année consécutive, notre pays est le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers ». Le tableau est-il si rose pour autant ? L'image de marque de la France connaît en réalité une dégradation, si on en croit des spécialistes du commerce extérieur.

L'indice d'attractivité du territoire 2024 publié ce mardi par le réseau des conseillers du commerce extérieur (CCE) continue sa tendance baissière entamée en 2020 quand il avait culminé à 65, et retrouve même à 60 son niveau de 2017, celui de l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. La faute notamment à des inquiétudes grandissantes autour de la sécurité, si on en croit les résultats de ce sondage réalisé auprès de 4.300 dirigeants et chefs d'entreprise spécialistes de l'international – près de 1.600 ont répondu –, et présents dans plus de 152 pays.

Symboles forts

« Il s'agit d'un point de vigilance pour nos dirigeants. Depuis 2017, l'appréciation autour des questions matérielles (fiscalité, coût du travail, etc.) est réelle, mais il y a ces dernières années une dégradation sur certains critères traditionnellement plus élevés comme la qualité de vie, l'environnement culturel, sur lequel on doit alerter », insiste Gilles Bonnenfant, président de la commission attractivité de la France des CCE.

Cet indice est en effet construit autour d'une douzaine de critères. Ceux-ci sont quasiment tous en baisse cette année, à l'exception de l'approvisionnement et du coût énergétique – mais il s'agit avant tout d'un rebond après l'effondrement constaté l'année précédente en pleine crise de l'énergie.

À la hausse après les réformes lancées par le chef de l'État, les critères sur lesquels la France était traditionnellement en difficulté (fiscalité, flexibilité du travail, charges administratives) connaissent un léger effacement, mais résistent bien comparés à d'autres. « Ces critères sont structurants pour attirer des investisseurs étrangers, mais ne

sont pas suffisants », relève Gilles Bonnenfant. Pour d'autres, c'est donc la soupe à la grimace. Le point fort français (l'environnement culturel) est en recul de 4,5 points (à 87,5), de même que le critère de la qualité de vie (-5,5) et la sécurité juridique (-3,9). C'est surtout la sûreté des personnes qui connaît une dégringolade de 11,8 points.

« Bien sûr, il y a eu les mouvements sociaux ou les émeutes, mais les investisseurs regardent au-delà de cela. Il y a une ambiance générale plus inquiétante », alerte Gilles Bonnenfant. Celui-ci met en avant des symboles forts qui marquent les esprits, comme l'assassinat de Dominique Bernard à Arras en octobre dernier.

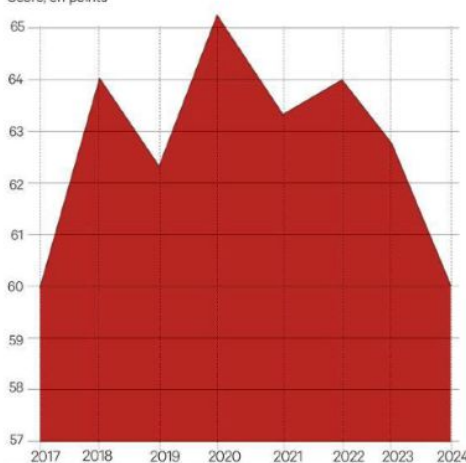
Du fait de l'insécurité des personnes, l'Asie-Pacifique est la zone où l'indice d'attractivité française est le plus bas, suivi par l'Amérique du Nord.

« Quand vous avez également des youtubeurs qui se font voler leurs portables en se filmant devant la tour Eiffel, quand La Joconde est aspergée de soupe ou quand les cambriolages et "home-jackings" de footballeurs ou d'artistes se multiplient, l'effet d'image à l'étranger est redoutable et peut peser sur notre activité touristique », ajoute-t-il. Ceci explique notamment que l'indice d'attractivité française de la sécurité est important – soit la zone où l'indice d'attractivité française est le plus bas à 57, suivi par l'Amérique du Nord (58). L'indice de marque est meilleure en Afrique et en Amérique du Sud (à 62).

Pour remonter la pente, ces experts du commerce extérieur appellent donc à porter une attention particulière à ces critères immatériels. « Il y a un travail à faire pour améliorer l'accueil en hôtels cafés restaurants, et pour valoriser la qualité de vie en France », avance Gilles Bonnenfant. De ce point de vue, il insiste sur la nécessité de généraliser la campagne de promotion « Make it iconic » lancée dans six pays avec de très bons résultats. « Les autres pays continuent de bouger, nous devons poursuivre les réformes structurelles, et la continuation de la baisse des impôts de production est très attendue », souligne-t-il. ■

Le baromètre de l'attractivité du territoire

Score, en points



Les critères de l'indice

Indice 2024, en points

Critère	Indice 2024	Variation 2023
Environnement culturel	87,5	↓ -4,5
Qualité des infrastructures	84,1	↓ -2,4
Qualité de vie et environnement	82,3	↓ -5,5
Capacités d'innovation et de recherche	83	↓ -2,6
Qualité de la main-d'œuvre	78,4	↓ -3,4
Sécurité juridique	76	↓ -3,9
Energie : approvisionnement et coût	62,5	↑ +8,8
Sûreté des personnes	56	↓ -11,8
Coût de la main d'œuvre	33,1	↓ -2,3
Fiscalité	26,3	↓ -1,1
Flexibilité du travail et climat social	26	↓ -2,3
Charges administratives et réglementaires	25,4	↓ -1,3

LES ÉCHOS / SOURCE : CONSEILLERS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE, EUROGROUP CONSULTING

Loi ZAN : ces 20 villes qui seront pénalisées

D'après les calculs d'Arthur Loyd, plus de 100.000 hectares vont manquer en France métropolitaine d'ici à 2030, avec l'application de cette loi qui vise à lutter contre l'étalement urbain. Les conséquences se feront notamment ressentir dans le Nord Ouest.

Hayat Gazzane

L'objectif « zéro artificialisation nette » (ZAN) illustre à la perfection la difficulté de mener à bien la politique de réindustrialisation des territoires et la lutte contre le réchauffement climatique. Inscrit dans le cadre de la loi Climat et résilience, votée en 2021, il impose la division par deux de la consommation de sols naturels, agricoles et forestiers en France d'ici à 2030, et vise à cesser l'artificialisation des sols à l'horizon 2050. Mais avec quelles conséquences économiques ?

D'après les calculs effectués par Arthur Loyd – réseau spécialisé en

immobilier d'entreprise – quelque 113.000 hectares vont manquer en France métropolitaine d'ici à 2030, avec l'application de cette loi. Autant de surfaces qui manqueront pour loger les Français et développer l'industrie dans les territoires, déplorent les auteurs de l'étude.

Tensions et prix en hausse

Certaines zones seront plus touchées que d'autres : « Vingt bassins d'emploi, soit seulement 7 % du territoire, concentreraient plus de 25 % du nombre d'hectares manquants », indique Arthur Loyd. Une tension qui concernerait en premier lieu le Grand Ouest, le bassin toulousain et le couloir rhodanien. Toulouse devrait ainsi manquer de 3.155 hectares pour son urbanisation. Bordeaux perdrait 2.302 hectares et Nantes 1.882 hectares. À l'inverse, six territoires, localisés pour la majorité d'entre eux en Grand Est mais aussi en Hauts-de-France et en Corse, disposeront d'un solde d'artificialisation positif par rapport à leurs besoins théoriques.

Les 20 bassins les plus touchés, symboles du phénomène de littoralisation de la société française, sont les plus dynamiques en termes de croissance démographique et de progression de l'emploi, rappelle Arthur Loyd. Or pour chaque nouvel habitant, ce sont 1.129 mètres carrés de terrain qui sont en moyenne artificialisés, incluant logements et services publics.

Dans ces villes, les conséquences se feront ressentir sur le prix de l'immobilier. « Les 20 bassins dans lesquels le manque à artificialiser serait plus particulièrement élevé au cours de la décennie 2021-2030 ont d'ores et déjà été concernés par des hausses de valeurs locatives ou d'acquisition des biens immobiliers. Une hausse qui devrait se poursuivre à moyen terme, du fait de la mise en application de l'objectif ZAN », explique le baromètre. L'impact se fera aussi ressentir pour les entreprises. « En ce sens, alors que l'immobilier reste souvent le deuxième poste de charges des entreprises après la masse salariale, et même le

premier actif au bilan pour les entreprises propriétaires de leur immobilier », déplore Arthur Loyd.

Maires inquiets

Et ce à un moment où les territoires sont lancés dans une politique de réindustrialisation, portée par le développement des filières vertes. « La sobriété foncière va avoir des effets insidieux sur l'aménagement du territoire, en favorisant les initiatives au détriment des nouveaux arrivants », relève Cécile Torossian, directrice du département études et recherches du département.

Conscient des enjeux et face à la fronde des maires, le parlement a voté, en juillet dernier, une nouvelle loi qui donne plus de pouvoirs aux collectivités territoriales dans l'application de l'objectif ZAN et assouplit certaines dispositions. Pas de quoi rassurer les élus locaux « perplexes face à la complexité du dispositif », a souligné la sénatrice communiste de la Loire, Cécile Cukierman, lors d'un débat sur la ZAN, le mois dernier au Sénat. ■

● L'indice d'attractivité du territoire 2024, publié en France
 extérieur sur la base d'un sondage, poursuit sa
 ● Tous les critères reculent, mais particulièrement

INVESTISSEMENT

Renaud Honoré

✓ Lors de sa déclaration de politique générale mardi dernier, Gabriel Attal a vanté les vertus du macronisme, expliquant que « pour la cinquième année consécutive, notre pays est le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers ». Le tableau est-il si rose pour autant ? L'image de marque de la France connaît en réalité une dégradation, si on en croit des spécialistes du commerce extérieur.

L'indice d'attractivité du territoire 2024 publié ce mardi par le réseau des conseillers du commerce extérieur (CCE) continue sa tendance baissière entamée en 2020 quand il avait culminé à 65, et retrouve même à 60 son niveau de 2017, celui de l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. La faute notamment à des inquiétudes grandissantes autour de la sécurité, si on en croit les résultats de ce sondage réalisé auprès de 4.300 dirigeants et chefs d'entreprise spécialistes de l'international – près de 1.600 ont répondu –, et présents dans plus de 152 pays.

Symboles forts

« Il s'agit d'un point de vigilance pour nos dirigeants. Depuis 2017, l'appréciation autour des questions matérielles (fiscalité, coût du travail, etc.) est réelle, mais il y a ces dernières années une dégradation sur certains critères traditionnellement plus élevés comme la qualité de vie, l'environnement culturel, sur lequel on doit alerter », insiste Gilles Bonnenfant, président de la commission d'attractivité de la France des CCE.

Cet indice est en effet construit autour d'une douzaine de critères. Ceux-ci sont quasiment tous en baisse cette année, à l'exception de l'approvisionnement et du coût énergétique – mais il s'agit avant tout d'un rebond après l'effondrement constaté l'année précédente en pleine crise de l'énergie.

A la hausse après les réformes lancées par le chef de l'Etat, les critères sur lesquels la France était traditionnellement en difficulté (fiscalité, flexibilité du travail, charges administratives) connaissent un léger effritement, mais résistent bien comparés à d'autres. « Ces critères sont structurants pour attirer des investisseurs étrangers, mais ne

sont pas suffisants », relève Gilles Bonnenfant. Pour d'autres, c'est donc la soupe à la grimace. Le point fort français (l'environnement culturel) est en recul de 4,5 points (à 87,5), de même que le critère de la qualité de vie (-5,5) et la sécurité juridique (-3,9). C'est surtout la sûreté des personnes qui connaît une dégringolade de 11,8 points.

« Bien sûr, il y a eu les mouvements sociaux ou les émeutes, mais les investisseurs regardent au-delà de cela. Il y a une ambiance générale plus inquiétante », alerte Gilles Bonnenfant. Celui-ci met en avant des symboles forts qui marquent les esprits, comme l'assassinat de Dominique Bernard à Arras en octobre dernier.

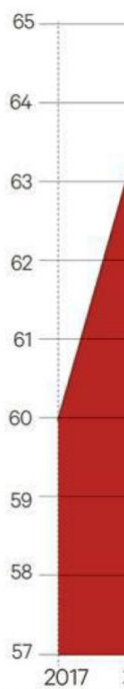
Du fait de l'insécurité des personnes, l'Asie-Pacifique est la zone où l'indice d'attractivité française est le plus bas, suivi par l'Amérique du Nord.

« Quand vous avez également des youtubeurs qui se font voler leurs portables en se filmant devant la tour Eiffel, quand La Joconde est aspergée de soupe ou quand les cambriolages et "home-jackings" de footballeurs ou d'artistes se multiplient, l'effet d'image à l'étranger est redoutable et peut peser sur notre activité touristique », ajoute-t-il. Ceci explique notamment que l'Asie-Pacifique – où le critère de la sécurité est important – soit la zone où l'indice d'attractivité française est le plus bas à 57, suivi par l'Amérique du Nord (58). L'image de marque est meilleure en Afrique et en Amérique du Sud (à 62).

Pour remonter la pente, ces experts du commerce extérieur appellent donc à porter une attention particulière à ces critères immatériels. « Il y a un travail à faire pour améliorer l'accueil en hôtels cafés restaurants, et pour valoriser la qualité de vie en France », avance Gilles Bonnenfant. De ce point de vue, il insiste sur la nécessité de généraliser la campagne de promotion « Make it iconic » lancée dans six pays avec de très bons résultats. « Les autres pays continuent de bouger, nous devons poursuivre les réformes structurelles, et la continuation de la baisse des impôts de production est très attendue », souligne-t-il. ■

Le baron

Score, en po



Loi

D'après
 Loyd, p
 taires vo
 France v
 à 2030,
 de cette
 contre l
 Les con
 notam
 le Gran

Hayat G

L'objecti
 nette » (Z
 la difficul
 tique de r
 ritoires et
 fement c
 cadre de
 votée en
 par deux
 sols natu
 en France
 ser l'arti
 l'horizon
 consèque
 D'après
 Arthur L

Le combat pour l'attractivité française bat son plein

Le onzième Indice d'attractivité du territoire, publié par les conseillers du commerce extérieur de la France ce matin, fait état d'un repli aux niveaux de l'édition de 2017. Les faiblesses structurelles hexagonales sont encore loin d'être résorbées et une dégradation des atouts de la France est mise en avant.

" Quand on est premier, on a du mal à être mieux classé". Gilles Bonnenfant, président de la commission "Promotion de l'attractivité du territoire" des Conseillers du Commerce extérieur de la France, confie à WanSquare que la deuxième baisse successive de l'indice d'attractivité du territoire est certes préoccupante mais ne vient pas " menacer frontalement la capacité de la France à attirer de nouveaux investissements étrangers". La publication parle plutôt "d'une mise en garde concernant son attractivité touristique et sa capacité à attirer des cadres séduits par le mode de vie 'à la française' ".

Cette année pourrait s'avérer particulièrement propice pour redorer son image de marque ; Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 sont jugés comme pouvant "constituer une opportunité d'amélioration de celle-ci et, plus globalement, de rayonnement". Redresser la barre sur ce point fort hexagonal étant crucial pour "redonner confiance aux investisseurs sur l'environnement de leurs activités". Un défi qui s'ajoute aux réformes structurantes à poursuivre.

Un point sur lequel il s'avère que les "critères de la charge administrative et réglementaire, de la fiscalité et du coût de la main-d'œuvre se sont stabilisés, voire ont augmenté depuis 2017". Un laps de temps durant lequel la question de la fiscalité a gagné 11 points (sur un indice 100) et celle de la flexibilité au travail et du climat social a progressé de 9 points. Gilles Bonnenfant soulignant que les quelque 1 600 répondants du réseau des conseillers du commerce extérieur plébiscitent "les réformes sur les fondamentaux, dont les résultats sont là".

Pour autant, les efforts produits doivent être poursuivis selon le président de la commission "Promotion de l'attractivité du territoire". Il demeure "une charge administrative non neutre, laquelle freine la réindustrialisation de la France". Les répondants sont quasiment unanimes sur la question et "la simplification des démarches d'implantation des entreprises, en particulier industrielles, est évaluée comme positive à 88 % ". Tout comme les mesures du plan France 2030 en matière de soutien à l'innovation l'est à 77 %, ce qui n'empêche pas 89 % répondants d'estimer qu'il faut mieux communiquer sur les actions menées à ce sujet.

Un modèle envié

Les points faibles hexagonaux sont également loin d'avoir disparu en ce qui

concerne le coût de la main-d'œuvre, la flexibilité du travail ou encore le climat social. Pourtant les déplacements de Gilles Bonnenfant l'amènent à constater que l'Hexagone fait de plus en plus d'envieux à l'étranger. Il indique ainsi à WanSquare qu'il "a vu que les Anglais étaient très attentifs à ce que nous faisons et n'hésit[aj]nt pas à nous copier". Les choix de la France en matière énergétique sont ainsi regardés avec envie, la question du coût y "est devenue un des critères clés tant en termes de visibilité que de tarification". Les investisseurs étrangers "approuvent le mix énergétique français, là où les choix allemands contribuent à plomber l'attractivité de Berlin".

Le fossé avec nos voisins d'Outre-Rhin se réduit à grande vitesse car s'ils restent "légèrement plus attractifs pour les investisseurs, l'écart avec la France se réduit fortement depuis l'an dernier (-23 points)". Gilles Bonnenfant considère que le principal atout de la France est "qu'elle accompagne sa volonté politique d'attirer les investisseurs d'un financement efficace. L'Espagne par exemple ne dispose pas de l'équivalent local de la Banque publique d'investissement. En revanche elle a avancé sur ses démarches de simplification administrative et ses coûts de production sont moins élevés qu'en France".

Une question européenne

Pour autant, les pays membres de l'Union européenne souffrent également des mêmes maux et plus particulièrement en ce qui concerne l'investissement privé. Le président de la commission "Promotion de l'attractivité du territoire" des Conseillers du Commerce extérieur de la France, regrette que là où l'Inflation Reduction Act "voit les sommes investies aux États-Unis multipliées par deux par le secteur privé, cette dynamique est bien plus faible en Europe". Le levier de l'autonomie stratégique pourrait réduire ce déficit d'investissement, puisqu'il "est crucial de soutenir l'innovation", celle-ci étant "en grande partie garante de notre souveraineté tant européenne que nationale". L'union des efforts des États membres serait particulièrement précieuse sur ce sujet, puisqu'ils partagent tous la volonté de développer très largement les énergies renouvelables sur leur sol.

Tour Eiffel. Anna Margueritat / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP



Tour Eiffel. Anna Margueritat / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

DERNIÈRE MINUTE

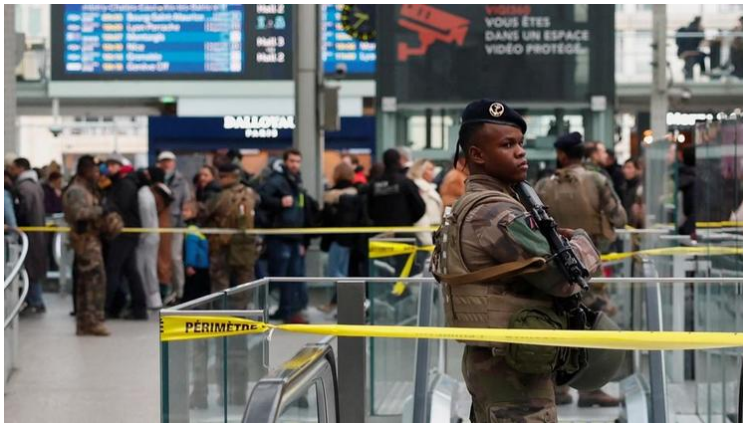


0:06 Pub



FAITS DIVERS FRANCE PARIS MONDE SPORT FOOTBALL DIVERTISSEMENT LIFESTYLE

L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE EN BAISSÉ EN RAISON DE L'INSÉCURITÉ D'APRÈS UNE ÉTUDE



Entre les émeutes ou encore les menaces terroristes, la sécurité enregistre «le score le plus bas depuis la création de l'indice en 2015». [Gonzalo Fuentes / REUTERS]

Par CNEWS

Publié le 06/02/2024 à 20:30 - Mis à jour le 06/02/2024 à 21:05

L'attractivité de la France est en chute libre pour la deuxième année consécutive, selon un sondage



1 **CANCER DU ROI CHARLES III : «ON A PLUSIEURS FAISCEAUX D'INFORMATIONS QUI NOUS INQUIÈTENT», AFFIRME LE SPÉCIALISTE ROYAUTE BERTRAND DECKERS**



2 **CAF : VOICI POURQUOI LE VIREMENT A BAISSÉ SUR VOTRE COMPTE CE LUNDI 5 FÉVRIER**

effectué par les conseillers du commerce extérieur. La question de l'insécurité est vivement pointée du doigt.

Triste constat pour la France. D'après la dernière étude des **conseillers du commerce extérieur** publiée ce lundi 5 février, l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers a de nouveau chuté pour la deuxième année consécutive.

Pour en venir à cette conclusion, 1.600 membres de l'organisation installés à l'étranger, sur les 4.300 sollicités, ont évalué le niveau d'activité de l'Hexagone selon douze critères bien spécifiques. Parmi eux, la qualité de vie, le coût du travail ou encore la **sûreté**.

Les conseillers en sont venus à établir l'indice d'attractivité en France à 60 sur 100, retrouvant ainsi le même niveau qu'en 2017, après un pic à 65 en 2020. Si la **déclaration de politique générale de Gabriel Attal du mardi 30 janvier**, vantait les mérites de la présidence d'Emmanuel Macron en déclarant que la France était «le pays le plus attractif d'Europe pour les investisseurs étrangers», il se pourrait bien que cela soit bien loin de la réalité.

UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DE L'INSÉCURITÉ

En 2023, les principaux éléments qui justifiaient la **baisse** de l'indice d'attractivité étaient l'approvisionnement énergétique et le coût de l'énergie. Mais cette année, les mesures mises en place par le gouvernement ont permis d'éliminer ces critères de la tête de liste.

Toutefois, le reste des indicateurs ont été jugés à la baisse. L'environnement culturel a



3

MISS JAPON 2024 : LA GAGNANTE D'ORIGINE UKRAINIENNE RENONCE A SA COURONNE APRÈS UNE LIAISON AVEC UN HOMME MARIÉ



4

VOICI LES 10 MÉTIERS LES MOINS PAYÉS EN FRANCE



5

«ILS VONT CHERCHER DE LA MAIN D'ŒUVRE CHEZ LES ÉTRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE» : A MARSEILLE, LES DEALERS RECRUTENT SUR INTERNET

notamment perdu 4,5 points et la qualité de vie en perdu 5,5. Pour Gilles Bonnenfant, président de la Commission attractivité de la France des CCE, « ces critères sont structurants pour attirer des investisseurs étrangers, mais ne sont pas suffisants ».

Un autre critère a été largement jugé à la baisse, il s'agit de la sûreté des personnes, avec une perte de 11,8 points. Après une année particulièrement mouvementée et des protestations qui continuent en 2024, cela ne présente pas une réelle surprise. Entre les émeutes ou encore les menaces terroristes, la sécurité enregistre « le score le plus bas depuis la création de l'indice en 2015 », ont expliqué les conseillers du commerce extérieur.

«UNE MISE EN GARDE CONCERNANT SON ACTIVITÉ TOURISTIQUE»

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'aux yeux des pays étrangers, la France est loin de rayonner sur tous les plans. C'est principalement l'Asie Pacifique qui s'est montrée sévère avec un score de 57 points sur 100, soit une baisse de 3 points. À l'inverse, l'Amérique Latine et la zone Afrique Océan Indien ont été plus clémentes, avec des scores respectifs de 62 points sur 100.

SUR LE MÊME SUJET

Marion Maréchal : « Depuis 2016, la France connaît une explosion de l'insécurité »

[LIRE](#)



Cependant, le réseau a laissé transparaître ses espoirs, «si ces données ne viennent pas menacer frontalement la capacité de la France à attirer de nouveaux investissements étrangers, elles peuvent agir comme une mise en garde concernant son attractivité touristique et sa capacité à attirer des cadres séduits par le mode de la vie à la française».

#FRANCE

#INSECURITE

#BAISSE

#ACTIVITES

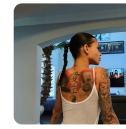
A SUIVRE AUSSI

LIVRAISONS DE COLIS : ATTENTION, VOS COMMANDES POURRAIENT POSER PROBLÈME DURANT LES JO

LAURENCE FERRARI : «S'IL EST BIEN UN SUJET QUI N'EST PAS TABOU EN FRANCE, C'EST L'ÂGE DU CAPITAINE»

English Italian French Spanish German

BREAKING NEWS Gabriel Attal inattentif à l'Assemblée ? On sait ce que le Premier ministre montrait sur



BRAINBERRIES

Ce que les hommes trouvent attirant dans le style des femmes

News·day FR

- ACCUEIL
- DERNIÈRES NOUVELLES
- ENTREPRISE
- SPORT
- TECHNOLOGY
- LOCAL
- INTERNATIONAL
- SANTÉ
- CORONAVIRUS
- TRENDS
- DIVERTISSEMENT
- FILMS
- MUSIQUE
- TV
- LIVRES
- ART
- PEOPLE

News Day FR Local

L'insécurité pèse sur l'attractivité de la France, à son plus bas niveau depuis 7 ans

LOCAL Marie Local a day ago



L'insécurité pèse sur l'attractivité de la France, à son plus bas niveau depuis 7 ans

Après un pic en 2020, l'indice d'attractivité du territoire mesuré par Foreign Trade Advisors est en baisse pour la deuxième année consécutive. Alors que la plupart des critères d'évaluation sont en baisse, c'est la sécurité qui baisse le plus fortement.

L'image de la France se dégrade. Selon le dernier baromètre du Foreign Trade Advisors

TRENDING NOW



Affiches dans le métro avec le logo Tallac Records

14 days ago



qui est Honorine, la nouvelle Maestro déjà connue des téléspectateurs ? - .

TRENDS

5 days ago



VIDEO Julia Vignali complètement nue dans un film il y a 20 ans ! Des images anciennes exhumées...

PEOPLE

2 days ago



Lidl vend des iPad, des iPhone et des MacBook à prix cassés

TECHNOLOGY

a day ago



qu'arrive-t-il à Kevin Olguin Sepulveda, le vrai Kevin Tapia ? - .



d'attractivité du territoire qui s'élève cette année à 60 sur 100 et retrouve donc son niveau de 2017, après avoir atteint un pic à 65 en 2020.

Les préoccupations de sécurité

Les principales causes de cette nouvelle baisse ne sont pas les mêmes que l'année dernière. En 2023, la baisse de l'indice d'attractivité de la France était principalement liée à la crise énergétique avec une baisse du critère « approvisionnement énergétique et coût de l'énergie » (-18 points). Les mesures mises en place par le gouvernement (bouclier tarifaire, contribution d'EDF...) ont permis depuis de relever ce critère de près de neuf points en 2024, à 62,5/100.

En revanche, tous les autres indicateurs sont orientés à la baisse : -4,5 pour l'environnement culturel (87,5), -5,5 pour la qualité de vie (82,3), -1,1 pour la fiscalité (26). Mais c'est surtout l'insécurité qui plombe l'indice d'attractivité global tandis que le critère « sécurité des personnes » dégringole de près de 12 points, à 56/100.

Manifestation contre la réforme des retraites, émeutes, menace terroriste... Autant d'éléments qui expliquent pourquoi la sécurité a enregistré cette année son « score le plus bas depuis la création de l'indice en 2015 », soulignent les conseillers du commerce extérieur, pour qui ces réponses traduisent aussi « une inquiétude générale ». , à quelques mois des Jeux Olympiques et Paralympiques où les questions de sécurité et de sûreté des personnes seront au centre des préoccupations ».

Déclin des actifs historiques

Dans le détail, c'est la zone Asie Pacifique qui reste la plus sévère sur l'attractivité de la France (57/100, -3) avec notamment une baisse du critère de sécurité des personnes de 30 points par rapport à 2023. Mais c'est en Amérique du Nord (58/100, -5 points) et en Eurasie (59/100, -5 points) où l'indice d'attractivité baisse le plus. A l'inverse, c'est en Amérique latine (62/100, -4) et dans la zone Afrique-Océan Indien (62/100, -2) qu'il est le plus élevé.



conducteurs, la surproduction menace les géants européens du secteur (STMicroelectronics, Infineon, ASML)

TRENDS

a day ago



L'un des deux humanitaires français tués par une frappe russe en Ukraine était originaire de la Haute-Vienne

LOCAL

about 17 hours ago



l'avocat, le notaire, l'ancien procureur et les millions volés à la succession – Libération –

SANTÉ

about 7 hours ago



T2 à l'arrêt après un accident avec un bus, le machiniste blessé

TRENDS

about 4 hours ago

CONTENU PROMU



Une visite à Paris peut être une nouvelle expérience de voyage

Brainberries



Tiphaine Auzière lève le voile sur l'histoire d'amour de sa mère

Brainberries



6 femmes dont les sosies n'existent tout simplement pas

Brainberries



Une émission de télé-réalité vues par des millions de personnes

Brainberries

Pour Foreign Trade Advisors, le principal enseignement du baromètre 2024 est la baisse observée « sur les atouts historiques liés à l'attractivité du territoire pour les choix d'installation personnels (environnement culturel, qualité de vie, etc.) et pertinents de l'image de marque du pays ».

“Si ces données ne menacent pas directement la capacité de la France à attirer de nouveaux investissements étrangers, elles peuvent servir d'avertissement quant à son attractivité touristique et sa capacité à attirer des cadres séduits par le mode de vie ‘à la française’”, note le réseau.

Une amélioration de la compétitivité



Sarah Fraisou : quelques semaines après son divorce d'avec Ahmed

Brainberries



6 femmes que vous distinguerez clairement des autres

Brainberries



française sur une longue période

Point positif en revanche : bien qu'en baisse en 2024, les critères traditionnellement faibles que les investisseurs scrutent particulièrement pour leurs choix d'investissement (fiscalité, charges administratives et réglementaires, coût du travail, flexibilité du travail et climat social) restent à des niveaux plus élevés qu'en 2017, après ayant nettement progressé ces dernières années.

Par ailleurs, une large majorité des personnes interrogées (88%) approuvent les décisions du gouvernement en faveur de la simplification des procédures administratives et 90% jugent positivement la baisse des taxes de production. Les trois quarts approuvent également les mesures de l'exécutif en faveur de l'innovation et les programmes de soutien à l'industrie.

“Pour de nombreux répondants, l'attention croissante portée à l'industrie par le gouvernement continue d'apporter des résultats concrets, cette tendance s'étant déjà illustrée en 2023”, constatent les Foreign Trade Advisors.

Ces derniers soulignent également que « la France dispose d'une attractivité relative supérieure à celle de l'Italie, de la Belgique et, depuis cette année, des Pays-Bas ». Ce n'est en revanche pas le cas de l'Espagne ou de l'Allemagne, même si l'écart avec nos voisins d'outre-Rhin « s'est considérablement réduit depuis l'année dernière (-23 points) » grâce à « l'amélioration régulière de la compétitivité française » et grâce à « l'impact sur l'industrie allemande de la forte augmentation des coûts de l'énergie et des tensions sur le marché du travail ».

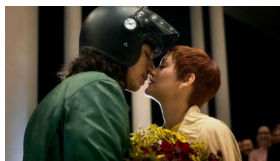
Les plus lus

For Latest Updates Follow us on [Google News](#)

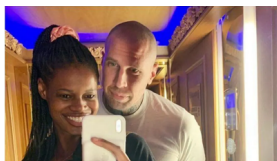
CONTENU PROMU



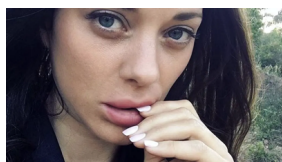
L'amour d'abord, la trahison ensuite — le pire signe du zodiaque



10 des meilleurs films musicaux à regarder



Valériane Ayayi Vukosavljević : la compète pendant la grossesse



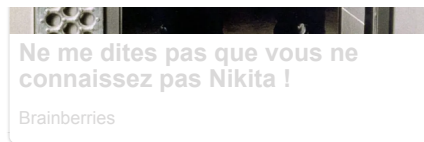
Éblouissantes à plus de 40 ans : les stars les plus séduisantes



Musique et scénarios intrigants : regardez ces films



10 transgenres célèbres qui ont fait une percée



Ne me dites pas que vous ne connaissez pas Nikita !
Brainberries



9 célébrités qui ont trouvé la mort en montagne
Brainberries



10 endroits à visiter à Paris pour des vacances de rêve en 2023 !
Brainberries



Tous les hommes deviennent fous devant ce détail
Brainberries



Une double vie ? Il n'a pas toujours utilisé le nom de son père
Brainberries



Les émissions de TF1 que vous

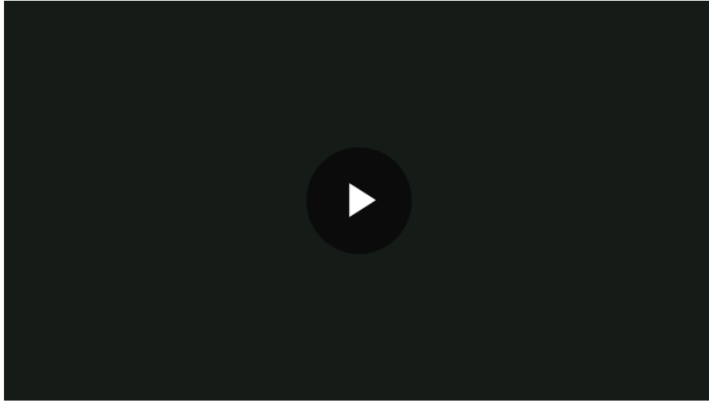


Attractivité de la France : «Nous sommes sur le podium des investisseurs», confie Gilles Bonnenfant



Gilles Bonnenfant, président de la Commission pour l'Attractivité de la France des CCE, répond aux questions d'Alexandre Le Mer. Ensemble, ils s'intéressent à l'attractivité du territoire pour les investisseurs étrangers.

[Lien](#)



La France en panne d'attractivité - 06/02

L'économie française devient moins attractive aux yeux des milieux d'affaire étrangers. Selon les Conseillers du commerce extérieur, l'attrait pour la France diminue au point d'être retombé au niveau de 2017. En cause, la dégradation de tout ce qui était considéré comme points forts de l'économie française, notamment l'insécurité, qui préoccupe beaucoup. C'est un constat inquiétant, car cette perception anticipe souvent la tendance des investissements étrangers dans le pays. - L'édito Eco d'Emmanuel Lechypre, du mardi 6 février 2024, sur BFMTV.

Du lundi au vendredi, de 12h à 14h, Pascale de La Tour du Pin prend les commandes de BFMTV. Entourée d'une bande de chroniqueurs et avec l'appui des rédactions des chaînes locales BFM Régions, elle fait la part belle aux territoires.

BFMTV, 1ère chaîne d'information en continu de France, vous propose toute l'info en temps réel avec 18h d'antenne live par jour et des directs partout à travers le monde où l'actualité le nécessite. BFMTV, c'est aussi les débats et les grands reportages d'actualité. Retrouvez BFMTV sur le canal 15 de la TNT et sur BFMTV.com.

[Lien](#)

LES PLUS VUES



"68 millions de Français endeuillés": l'hommage d'Emmanuel Macron aux...



Transfert de Salah Abdeslam en France: "Nous avons deux États qui ont..."



François Bayrou indique qu'il "n'entrera pas au gouvernement" en raison d...



Pause du plan Écophyto, aides insuffisantes: les agriculteurs bio manifeste...



Bénéfice record de TotalEnergies: les salariés vont être augmentés de 5...



"Cheapflation": des grandes marques accusées de modifier la recette de...

L'attractivité de la France recule

Balise de police posée trop tôt, les braqueurs libérés

07:24 RMC DIRECT

Apolline matin

L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE RECOULE

International **SÉNÉGAL** Le Parlement du Sénégal a entériné dans une grande confusion le projet de loi visant à repousser la présidentielle au 15 décembre 2024.

Réagissez ou **32 16**

L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE RECOULE

L'économie française devient moins attractive aux yeux des étrangers. Comment expliquer cette perte de confiance...
Voir plus

Le 06/02/2024 à 7:44 | Durée : 1:29



LES PLUS VUES



EXPLIQUEZ-NOUS - LA BONNE SANTÉ DE L'ÉCONOMIE RUSSE



POURQUOI FRANÇOIS BAYROU NE REJOINDRA PAS LE GOUVERNEMENT ?



L'ARRÊT IMPRÉVU D'EMMANUEL MACRON AU TABAC PRESSE DE ROULANS



BALISE DE POLICE POSÉE TROP TÔT, LES BRAQUEURS LIBÉRÉS



FRANCE TRAVAIL : "IL FAUT INVESTIR MASSIVEMENT DANS LA FORMATION"



REMANIEMENT: LES DERNIERS ABITRAGES AVANT L'ANNONCE

[Lien](#)

DOZE D'ÉCONOMIE : DU JAMAIS-VU, LA SÉCURITÉ PLOMBE L'ATTRACTIVITÉ FRANÇAISE - 06/02

Le 06/02/2024 à 10:50



Doze d'économie : Du jamais-vu, la sécurité plombe l'attractivité française - 06/02



Ce mardi 6 février, les résultats du dernier baromètre du réseau des Conseillers du commerce extérieur, notamment au sujet de l'attractivité de la France ont été abordés par Nicolas Doze dans sa chronique Doze d'économie dans l'émission Tout pour investir présentée par Lorraine Goumot sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au vendredi et réécoutez la en podcast.

AUTRES ÉMISSIONS

[Lien](#)



Doze d'économie : Du jamais-vu, la sécurité plombe l'attractivité française - 06/02

Ce mardi 6 février, dans sa chronique Doze d'économie, Nicolas Doze parle des résultats du dernier baromètre du...
[Voir plus](#)

Le 06/02/2024 à 10:50 | Durée : 6:18



LES PLUS VUES

- "68 millions de Français endeuillés": l'hommage d'Emmanuel Macron aux victimes...
- Transfert de Salah Abdeslam en France: "Nous avons deux États qui ont décidé de s'asseoir sur un..."
- François Bayrou indique qu'il "n'entrera pas au gouvernement" en raison de l'absence "d'accord..."
- Pause du plan Écophyto, aides insuffisantes: les agriculteurs bio manifestent devant l'Assemblée...
- Bénéfice record de TotalEnergies: les salariés vont être augmentés de 5% et toucher un...
- "Cheapflation": des grandes marques accusées de modifier la recette de certains produits et...



[Lien - Mention à 10 :32](#)



[Mention à 18 : 24](#)



[Mention à 8 : 41](#)



[Mention à 22 : 17](#)